

Centre de santé communautaire,

réponse au manque d'accès aux soins gynécologiques en milieu rural ?

Plongée à l'Atelier en santé, au cœur du Finistère



L'Atelier en santé s'est implanté dans le centre du Finistère, à Plounéour-Ménez, il y a un an. Ce centre de santé communautaire se veut être une réponse au manque de professionnels de santé dans le secteur, mais son projet est bien plus large. Il inclut toute une population pour proposer une prise en charge globale, y compris sur le plan gynécologique et obstétrical. Parmi les soignants, il y a Morgan Lever-Crue, sage-femme.

ouvert ses portes en décembre 2024, en plein centre du Finistère. Bien sûr, l'Algeco®, c'est temporaire, le temps de rénover l'ancienne bibliothèque de la ville pour s'installer dans des locaux en dur. Cela permettait de lancer le projet, mûri pendant cinq ans. En 2019, trois médecins généralistes implantés dans la rade de Brest et un salarié agricole veulent proposer du soin autrement. Décidés à rester dans leur département, ils regardent la carte des déserts médicaux et identifient les zones rouges. « OK, notre centre de santé, il faut le faire là », se mettent-ils d'accord, pointant cette zone aux portes des Monts d'Arrée. À ce moment-là, il y a quatre généralistes en libéral pour 10 000 habitants. En 2024, ils ne sont plus que 2,7. Les habitantes du secteur doivent faire plus d'une demi-heure de route pour avoir accès à une sage-femme ou une gynécologue en libéral...

”

Je veux bien me soigner mais pas avec n'importe qui

”



Café et tisane sont à volonté, à côté d'un espace de jeux pour enfants

« Une oasis dans le désert ». C'est avec ces mots qu'Elizabeth décrit le centre de santé communautaire implanté à Plounéour-Ménez. « Ploun » pour les gens du cru. Quand on y arrive, ce ne sont pourtant pas les premiers mots qui viennent à l'esprit. Le bourg voisin, tout de granit et de toits ardoisés, laisse peu de place au doute : nous sommes en Bretagne. Un Algeco® gris trône au fond d'un parking, où pas une des 1300 âmes de la commune ne traîne ce lundi matin. Mais dès que l'on pousse la porte du préfabriqué, une vague de chaleur nous envahit. Chaleur humaine, s'entend. Bienvenue à l'Atelier en santé qui a

Sans compter les délais d'attente, les professionnels qui ne prennent plus de nouveaux patients, et les spécialités inexistantes sur le territoire, comme les dentistes.

Elizabeth est là pour voir Morgan Lever-Crue, la sage-femme des lieux. Pour arriver jusqu'à la salle de consultation, elle est d'abord passée devant l'affiche qui explique qu'ici est pratiqué le tiers payant généralisé : il n'y a aucune avance à faire pour les consultations. Puis, elle a longé le comptoir où café et tisane sont à volonté, à côté d'un espace de jeux pour enfants, de fauteuils moelleux, d'un ordinateur

Pour qu'une implantation fonctionne, une alliance entre les professionnels, les habitants, et tous les partenaires du territoire (collectivités, autres professionnels, etc.) est nécessaire



avec une connexion internet et d'une bibliothèque bien fournie, dont on peut emprunter les livres. Elle a pu se présenter auprès d'Hélène Marquet, qui tient l'accueil ce matin. Hélène est aussi assistante sociale et accompagne les patients qui en ont besoin.

Quand ce n'est pas elle, il y a Céline Jezequel, infirmière par ailleurs. Toutes deux connaissent les noms et les visages de la plupart des patients. Elles créent du lien. « *On fait du bruit, résume-t-elle en riant. En parlant entre nous, membres de l'équipe, en allant vers les gens, on s'éloigne de l'ambiance très feutrée des cabinets médicaux : alors les patients se détendent et commencent à parler entre eux* ». La salle de confidentialité renforce cette atmosphère. Juste derrière l'accueil, « *on la propose aux personnes qui ont besoin de s'isoler, soit toutes seules, pour laisser le temps à une émotion de passer, soit pour que nous discussions avec elles. Cette salle sert aussi pour des soins physiques comme des pansements que Céline peut faire* », détaille Hélène Marquet.

Un lieu qui encourage un retour vers le soin

Une femme brune à la longue chevelure ondulée vient alors chercher Elizabeth : c'est Morgan Lever-Crue, qui a rejoint le projet



De gauche à droite : Morgan Lever-Crue, sage-femme - Mary Senkeo, coordinatrice - Agnès Trosselle, habitante de Plounéour-Menez © D.R.

bénévolement en 2022, en quête d'une autre manière de faire son métier. Elle travaille ici auprès de deux des médecins généralistes à l'initiative du projet, un kinésithérapeute, les deux accueillantes et une coordinatrice. Pendant la consultation, Elizabeth est détendue : ici, elle se sent écoutée. « *On m'invite à faire moi-même, on prend en compte comment je me sens* », note-t-elle.

Céline apprécie les lieux pour les mêmes raisons. C'est à son tour d'être assise face à la sage-femme. Comme Elizabeth, elle est ici pour des problématiques de fuites urinaires. C'est au fond de sa chaise, une tisane à la main, qu'elle lui raconte, sans gêne, et non sans humour, des scènes où il était moins une pour se retenir. « *Je veux bien me soigner, mais pas avec n'importe qui, lâche cette patiente après la consultation, soudain plus grave.*

Un Algeco® gris trône au fond d'un parking : l'« oasis dans le désert »



Les dépassements d'honoraires en France

UFC Que Choisir alerte

Les gynécologues sont les médecins spécialistes du libéral qui pratiquent le plus de dépassements d'honoraires. Et leur nombre ne fait qu'augmenter. 71,4 % des praticiens sont concernés, pour 52,2 % des médecins toute spécialité confondues d'après une enquête d'UFC Que Choisir publiée en 2024. En moyenne, le dépassement s'élève à 20,60 euros.



« Une oasis dans le désert »

Elle ajoute : *Dans un cabinet gynécologique, on m'a déjà fait me sentir comme un tas de viande.* » Pour elle, la découverte de l'Atelier en santé signe un retour vers le soin. « Ici, on reste maître de notre corps, explique-t-elle. Je les écoute mieux, je sens que c'est dans mon intérêt donc je ne traîne pas pour reprendre rendez-vous, j'applique les conseils et recommandations chez moi. » Irmene partage ce constat et cette confiance renouée avec une professionnelle sur le plan gynéco : la troisième patiente de la journée, traumatisée à la fois par des violences sexuelles dont elle a été victime pendant son enfance et par des gynécologues hommes, qualifie de « *bénédiction* » le lieu. La sage-femme constate de nombreux cas de femmes en rupture avec le suivi de leur santé sexuelle et gynécologique en raison de mauvaises expériences ou d'un manque de prise en compte de traumatismes passés, notamment sur le plan intime.

Une population qui s'empare du projet

De l'accueil à la consultation, c'est exactement cela, un centre de santé communautaire. C'est un lieu pour proposer des soins, main dans la main avec la patientèle, mais aussi un accueil convivial, de l'accès aux droits, de l'accompagnement social, le tout grâce à une équipe pluridisciplinaire. Un centre de santé communautaire, « *ce n'est pas qu'un centre de santé fait par des soignants* », insiste Morgane Lever-Crue. C'est un centre « *utilisé par la population qui s'empare du projet* ». Le premier a vu le jour à Toulouse, en 2006, avec la Case de santé. Ils se développent au fil des ans en zone urbaine, particulièrement dans les quartiers prioritaires. Les centres en milieu rural restent plus anecdotiques et récents.

Pour qu'une implantation fonctionne, une alliance entre les professionnels, les habitants et tous les partenaires du territoire (collectivités, autres professionnels, etc.) est nécessaire. Les soignants de l'Atelier en santé avaient bien repéré une zone, mais ils ont réalisé un diagnostic communautaire pour s'installer précisément à « Ploun ». Ils sont allés à la rencontre de plusieurs municipalités pour exposer leur projet et se sont installés là « *car c'est la commune qui a montré le plus d'engouement, non seulement pour l'implantation de nouveaux professionnels de santé, mais pour cet aspect communautaire* », explique la sage-femme.



De gauche à droite : Céline Jezequel, infirmière et Hélène Marquet, assistante sociale © D.R

Ils ont réalisé plusieurs réunions publiques pour présenter à la population en quoi consiste un tel lieu.

À l'Atelier en santé, « *il y a un principe de non hiérarchie entre les personnes que ce soit entre les soignants ou entre soignant et soigné, explique Morgane Lever-Crue. L'idée est qu'il y ait un échange de savoirs, les patients sont compétents dans leur domaine, en ce qui concerne leur corps, leur savoir d'eux-mêmes* ». Au sein de l'équipe, cette horizontalité commence avec une équité des salaires.

”
Il y a un principe de non-hiérarchie entre les personnes, que ce soit entre les soignants ou entre soignant et soigné
”

Morgane Lever-Crue, sage-femme

Médecins et non-médecins gagnent le même montant par heure travaillée. « *Les médecins ne sont donc pas payés autant que ceux installés en libéral* », reconnaît la sage-femme. Elle explique : « *Il y a vraiment un côté militant où l'on adhère aux valeurs, à la qualité des soins qu'on apporte et à la qualité de travail* ». Le terme équipe prend tout son sens. Diverses réunions ponctuent leur quotidien.

La sage-femme constate de nombreux cas de femmes en rupture avec le suivi de leur santé sexuelle et gynécologique



Il y a celles pour parler des patients, pour faire du lien entre les praticiens et les disciplines qu'ils représentent. *« Je le vois, c'est beaucoup plus simple que lorsque j'étais en libéral où je devais appeler les autres médecins de mes patientes, ici, entre soignants, on peut se parler. »*

Cette coordination au sein du centre, les multiples casquettes au sein d'un même lieu et la connaissance de leur territoire renforcent cette volonté d'un accompagnement plus complet. Un territoire *« qui a beaucoup souffert du fait de ne pas avoir de services ou d'en être éloigné »*, explique Mary Senkeo, coordinatrice, une fonction support qui englobe, entre autres, la gestion administrative, la comptabilité et le lien avec les partenaires. Cela signifie des personnes qui ne sont pas ou mal soignées, en raison de problèmes de mobilité, d'un maillon manquant dans la chaîne de soins ou d'isolement. Cela signifie aussi que *« les gens se sont beaucoup organisés entre eux, explique Mary Senkeo. Il y a plein de collectifs qui existent et s'emparent de sujets qui leur semblent importants, il y avait donc un terreau favorable à ce que les habitants s'impliquent »*.

Sage-femme, mais pas que

La structure est une association. Ce qui veut dire que les soignants sont employés par un conseil d'administration, composé au maximum à 25 % par des salariés (à ce jour le kiné), et sinon par des bénévoles. Agnès Trosselle, habitante de Plounéour-Ménez, en fait partie. Elle est aussi impliquée dans l'un des cercles de travail : celui sur les relations humaines et le juridique. Il y a aussi le cercle des finances, celui propre aux salariés et celui sur la vie communautaire.



État et conséquences des déserts gynécologiques en France

Il y a, en moyenne, en France 14,8 gynécologues libéraux pour 100 000 habitants, dont 40 % ont 60 ans et plus. Leur nombre est stable depuis 2012, alors qu'on estime qu'il y a 1,5 million de femmes supplémentaires. En revanche, le nombre de gynécologues médicaux (qui ne pratiquent aucun acte chirurgical ni d'accouchements, à la différence des gynécologues obstétriciens, et donc souvent installés en libéral) en France ne fait que chuter : ils et elles sont 65 % de moins qu'il y a treize ans. Neuf départements en sont totalement dépourvus. Les patientes ont de moins en moins le choix d'aller consulter ailleurs.

Le ministère de la Santé estimait en 2017 (dernières données disponibles) une attente de 44 jours pour un rendez-vous chez le gynécologue, délai qui s'étend à trois mois dans les déserts gynécologiques. Conséquences : plus de la moitié des femmes disent renoncer à des soins gynécologiques d'après un sondage Ifop pour Qare. Bien souvent, les patientes n'ont pas le choix de leur professionnel de santé, pouvant provoquer a minima de l'inconfort, voire un délaissement des soins. La bonne nouvelle est que le nombre de sages-femmes est en augmentation constante depuis treize ans : il a augmenté de 31,8 % par rapport à 2012. Seul un quart d'entre elles exercent en libéral.



Ressources utiles sur les centres de santé communautaires

• Un autre soin est possible, un documentaire qui vous plonge dans le centre de santé communautaire d'Echirolles



• Le Réseau des centres de santé communautaires



• Les centres de santé communautaires, un épisode tiré de la série La santé autrement du podcast LSD de France Culture



• L'Institut Renaudot et sa documentation sur la santé par le développement et le renforcement des démarches communautaires



Roche
tremblante
de Plounéour-
Ménez
© Henri Moreau



Dans ce dernier, « les habitants apportent beaucoup : avec et pour eux, nous organisons des fêtes, des ciné-débats, même une séance de jardinage pour embellir les parterres autour du préfabriqué ou encore des conférences », confie-t-elle. Une série d'événements s'est par exemple tenue en novembre à l'occasion de la semaine de la santé mentale.

Morgan Lever-Crue insiste : travailler dans un centre de santé communautaire c'est pour elle être sage-femme, mais pas que : « J'adore mon métier, j'adore expliquer les types de contraception possible à une femme en post-partum, faire un suivi de grossesse ou aider ces femmes qui avant cinquante ans ont une descente d'organes, comme je l'ai fait tout au long de la journée, mais je souhaitais que mon travail aille au-delà ».

Outre les réunions qui ponctuent son quotidien (d'équipe ou pour la gouvernance de l'association), elle fait, elle aussi, partie du cercle de vie communautaire pour l'organisation d'événements. C'est un état d'esprit au quotidien. C'est avoir pensé les lieux pour que les gens aiment juste passer. Comme ce monsieur seul, qui a apporté un gâteau le jour de son anniversaire et est resté tout l'après-midi alors qu'il n'avait pas besoin de voir un professionnel de santé. Comme quand Morgan Lever-Crue propose à un jeune couple qui attend un enfant de se tourner vers Hélène, car ils ne parviennent pas à s'entendre sur la gestion du budget quand ils seront une famille, à trois. Ou comme quand elle reçoit Irmeline et qu'elle s'adapte à tous ses besoins. La sage-femme appelle à sa place pour un rendez-vous à l'hôpital, et insiste bien : « Non, ma patiente ne veut pas de médecin homme. » Elle respecte sa volonté et la confiance instaurée.

Un système encore méconnu

L'Atelier en santé met donc l'humain au cœur de son action. Et ça fonctionne. Pourtant, il n'est pas si simple de mener un tel projet. D'abord, parce qu'il demande de l'endurance. Un centre de santé communautaire met plusieurs années à se mettre en place. Aussi parce qu'il demande une implication de la communauté. Agnès Trosselle le souligne : « Il faudrait encore plus de bénévoles, investis sur le long terme, et cela prend du temps de faire comprendre notre fonctionnement. » Et bien sûr, il reste l'argent. « Les actes de soin apportent des recettes, indique Mary Senkeo. Les postes de médecin, kinésithérapeute et sage-femme sont rémunérateurs, mais pas les autres ». Tout en sachant que les soignants ne consacrent pas tout leur temps de travail aux consultations. « C'est donc un savant mélange de subventions de fonctionnement auxquelles on a le droit du fait de la composition de l'équipe, d'appels à projets, et des recettes », détaille la coordinatrice.

L'équilibre reste très précaire. Certains financements ne leur sont pas accessibles, parce que justement le système du centre de santé communautaire est encore méconnu et nouveau. Ils ne peuvent pas, par exemple, faire partie de l'expérimentation SecPa, qui veut évaluer le bien-fondé de la démarche en santé participative, car ils sont en milieu rural et non urbain. Mais la sage-femme en est persuadée : « Proposer un accompagnement aussi personnalisé, c'est prendre soin de la personne plus globalement, c'est s'assurer d'un plus grand bien-être physique et mental et c'est donc être dans la prévention. » Alors ils tâtonnent et ils y croient. Eux, les professionnels, et toute cette communauté qui, avec eux, grandit.

Clémentine Billé